

CGT – FDSU – CFDT – Fsafi/UNSA

AGIR ENSEMBLE POUR BERCY AUTREMENT !

Stopper la remise en cause des missions du MINEFI

Stopper les suppressions d'emploi !

Dans toutes les administrations du MINEFI, des externalisations, restructurations, réformes et suppressions de missions sont mises en œuvre, sans aucune concertation, sans qu'aucun réel dialogue social ne puisse s'exercer.

Face aux interpellations des organisations syndicales dans chaque administration, les directions comme le ministère font la sourde oreille et poursuivent leur plan de route quel que soit le ministre en fonction.

Toutes les administrations voient les conditions de travail des agents se dégrader rapidement, sous les coups répétés d'incessantes réformes de structure incluant le démantèlement massif de missions, au détriment de la cohésion sociale.

En même temps, toutes les directions disposant de services déconcentrés procèdent à une rétractation de leurs réseaux se traduisant par la fermeture de services notamment en zone rurale.

Nous exigeons :

- L'arrêt des suppressions d'emplois et la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois ;
- La suspension des réformes en cours permettant de procéder à un bilan d'étape complet et contradictoire sur l'ensemble des missions du MINEFI ;
- L'instauration d'un dialogue social de qualité au Minefi comme dans toutes ses administrations.

**IL EST TEMPS DE REAGIR, ENSEMBLE !
EXIGEONS L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS**

L'Emploi sacrifié

- 67 000 emplois perdus, en un an, en France
- Plus de 100 000 emplois publics ont disparu en un an

Dans la Fonction publique le gouvernement persiste et signe en annonçant son objectif de ne pas remplacer un départ sur deux à la retraite, de supprimer 10 211 emplois en 2005 qui s'ajoutent aux 5550 de 2003/2004.

Au MINEFI, les suppressions d'emplois 2005 sont INACCEPTABLES.

2 262 emplois seront supprimés. En trois années le ministère aura perdu 5 667 emplois auxquels il convient d'ajouter l'absence de création d'emplois à l'occasion de la mise en place de la RTT.

Le ministère, dans sa logique libérale purement comptable, cherche des économies budgétaires sur le dos de ses agents, estimant des gains de productivité possibles sans aucune évaluation sérieuse, au détriment du service public et des conditions de travail de l'ensemble des agents du MINEFI.

Ces postes supprimés, non seulement manqueront sur le terrain, mais sont autant d'emplois qui ne sauront pas offerts aux demandeurs d'emploi.

La création ou le remplacement d'un emploi public c'est aussi un chômeur en moins.

**MOBILISONS NOUS
FAISONS AVANCER NOS REVENDICATIONS
PARTICIPONS AUX HMI ET AG ORGANISEES
POUR DEBATTRE ET DECIDER ENSEMBLE
DES ACTIONS À MENER.**